**Conférence-débat sur le Droit à la terre et la souveraineté alimentaire en Haïti**

**Fanny Villa, Turgeau, Mardi 31 Mai 2016**

**L'agriculture paysanne familiale agro écologique, comme pilier des politiques publiques en vue de garantir la souveraineté alimentaire et s'attaquer aux défis environnementaux**

**Contexte**

Depuis quelques années, le débat sur l'orientation de la politique agricole dans le pays est relancé et surtout à un moment où l'Etat haïtien a mis en route un certain nombre de mégaprojets et projets liés aux secteurs de l'agrobusiness, des zones franches agricoles, des zones franches industrielles, du tourisme de luxe, de l'exploration et l'exploitation minière. Ces initiatives sont à l'origine de processus d'accaparement de terre et d'expulsion de milliers de familles, particulièrement dans le segment des petits exploitants paysans. Cette situation est caractéristique non seulement du manque de dialogue et de concertation sur l'orientation des politiques publiques dans le pays, mais aussi elle est liée à la mise en application du slogan politique "HAITI IS OPEN FOR BUSINESS", visant à garantir la rentrée massive des investissements directs étrangers (IDE).

Il faut dire que tout cela se passe dans un contexte socioéconomique assez difficile, où Haïti connaît une augmentation significative du taux d'inflation, une augmentation constante du nombre de personnes menacées ou souffrant de la faim, estimé à plus de 3,5 millions d'habitants - en majorité des paysans - une accélération de la paupérisation des couches majoritaires de la population, un retrait considérable de l'Etat dans la fourniture des services sociaux de base avec très peu d'investissements publics. On constate cette dégradation généralisée alors que les effets d'annonce des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) et Agences de développement international quant à des investissements dans le milieu rural et dans les services sociaux avec des résultats fantômes cohabitent avec une drastique réduction de l’aide publique au développement captée par Haïti.

D'un autre côté, les politiques de libéralisation commerciale appliquées sans réserves par Haïti, sous la dictée des Institutions Financières Internationales (IFI) détruisent de plus en plus tout ce qui reste comme mécanisme et outils nécessaires à assurer la souveraineté alimentaire dans le pays notamment par la pratique du dumping sur les produits agricoles des paysans haïtiens, comme le montre la récente initiative du Département de l'Agriculture des Etats-Unis d'Amérique (USDA) pour envoyer une aide en pistache à Haïti, utilisant le prétexte de l'aide humanitaire. Ce don s’inscrit dans le cadre des problèmes de surproduction et de difficultés de stockage des agriculteurs américains. L'absence des politiques de soutien aux agriculteurs haïtiens, la libéralisation commerciale (baisse des tarifs douaniers), l'accaparement des terres / l'expulsion des paysans, la promotion des stratégies de monocultures (bananes, pites...), l'exploitation minière, le tourisme de luxe, les zones franches industrielles sur des terres agricoles, les projets de barrages hydro-électriques, etc. sont autant de freins et de menaces pour l'agriculture paysanne familiale agro écologique, le droit à la terre et la souveraineté alimentaire dans le pays.

Pourtant, face à la crise environnementale aigüe que vit le pays, face aux risques de catastrophes naturelles, les effets des changements climatiques, diverses recherches, études, analyses tant en Haïti qu'au niveau international, ont prouvé que seule l'agriculture paysanne familiale agro écologique est capable d'apporter des réponses alternatives claires face à la problématique de la faim, à la crise environnementale, et la redynamisation de l'économie du pays, en particulier le marché local et national de par ses approches, ses méthodes et ses pratiques.

Dans la perspective de contribuer au débat sur les politiques publiques, en particulier en matière agricole, pour garantir la souveraineté alimentaire, pour s'attaquer aux défis socioéconomiques et environnementaux, la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) organise un débat national sur le thème: "**L'agriculture paysanne familiale agro écologique, comme pilier des politiques publiques en vue de garantir la souveraineté alimentaire et s'attaquer aux défis environnementaux"**

**Objectif**:

* Influencer le débat sur l'orientation des politiques publiques en matière agricole pour porter les décideurs à mettre l'agriculture paysanne familiale agro écologique au centre de leurs stratégies en lui permettant de jouer un rôle décisif au cœur des politiques publiques visant à garantir le droit à la terre, le droit à la souveraineté alimentaire et faire face à la problématique environnementale en Haïti.

**Résultats espérés**

* La lutte pour le droit à la terre et la souveraineté alimentaire dans le pays est renforcée à travers des synergies qui seront créées entre les participants
* Les autorités étatiques sont informées, sensibilisées sur les thématiques de l'agriculture paysannes familiale agro écologique, la souveraineté alimentaire et mettent en place des espaces de dialogue avec le mouvement social pour traduire leur engagement en termes de lois et de politiques publiques
* Les médias haïtiens diffusent des informations et des analyses sur le contenu et les objectifs des résistances paysannes face aux accaparements de terre et font connaître les alternatives proposées.

**Participants**:

* Représentants de l'Etat (Gouvernement, Parlement, organismes spécialisés)
* Organisations paysannes, réseaux de producteurs, organisations de femmes, organisations de jeunes
* Organisations de défense des droits de l'environnement
* Organismes de Droits Humains
* Organisations d'accompagnement des communautés de base
* Universitaires
* Médias
* Etc.

**Lieu et Date**

FANNY VILLA, Mardi 31 Mai 2016, de 8:30 Hres AM - 4:00 Hres PM

**Programme**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **L'agriculture paysanne familiale agro écologique, comme pilier des politiques publiques en vue de garantir la souveraineté alimentaire et s'attaquer aux défis environnementaux"** | | |
| **Heure** | **Thème** | **Intervenant / Modérateur** |
| 8:45 - 9:00 | Arrivée et enregistrement des participants |  |
| 9:00 - 9:15 | Introduction et présentation du contexte du débat | Ricot JEAN PIERRE, PAPDA |
| **Panel I** | | |
| 9:15 - 10:15 | Politique agricole et souveraineté alimentaire: Quelle orientation? Quelle articulation? | - MARNDR  - Camille CHALMERS (PAPDA)  - Allen Henry (ANDAH)-  - Parlement |
| 10:15 - 11:00 | Commentaires, questions, réponses | Modérateur |
| 11:00 - 11:15 | Pause-café |  |
| **Panel II** | | |
| 11:15 - 12:30 | Droit à la terre, "développement économique" et environnement: Quelle articulation? (Exploitation minière, zone franche agricole, zones franches industrielles, Tourisme de luxe, etc.) | - Bernard Ethéart  - Jean Rénol Elie (UEH)  - Nixon Boumba (KJM)  - INARA |
| 12:30 - 13:15 | Commentaires, questions, réponses | Modérateur |
| 13:15 - 14:00 | La paysannerie face aux accaparements de terre: cas de Prévoyance et de Caracol ou Ile-à-Vache | - Wilnaire Désarmes (CDPS)  - Josaphat Antonéus (KPSKBM) |
| 14:00 - 14:45 | Commentaires, questions, réponses | Modérateur |
| 14:45 - 15:00 | Clôture / Repas | Marc-Arthur Fils-Aimé, PAPDA |